

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Assemblée nationale : adoption du projet de loi de finances rectificative 2022

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES choses sont allées très vite. Six jours après l'audition de la ministre de l'Économie, Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou, et de sa collègue du Budget, Édith Ekiri Mounombi-Oyouomi, par les membres de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique de l'Assemblée nationale, les députés ont adopté, hier, en séance plénière, le projet de loi de finances rectificative (PLFR) pour l'exercice 2022. Une séance dirigée par le président de l'institution, Faustin Boukoubi.

Une adoption qui s'est faite en deux parties. La première étant consacrée à l'examen des ressources. Et la seconde, aux dépenses. Le vote contre d'un élu du peuple paraît bien anecdotique, au regard de l'approbation par cent dix-huit (118) de ses collègues du texte défendu par les deux membres du gouvernement précités. D'autant plus que quelques minutes auparavant, le président de ladite Commission, Pacôme Rufin Ondzounga, élu du 1er siège du département de la Mpassa, a relevé "la convergence de vues existant entre les députés et le gouvernement".



Photo: Christian MOMBO

Vue partielle des députés approuvant le Projet de loi de finances rectificative.

En tout état de cause, celui-ci dispose désormais d'un outil conséquent à même de lui permettre de mener à bien ses missions. Ce d'autant plus que, le budget de l'État a été arrêté en équilibre, en ressources et en charges à 3 295,6 milliards de F CFA contre 2 936,6 milliards. Soit une hausse de 358, 9 milliards de F CFA.

Arc-bouté, entre autres, autour du soutien aux prix des carburants et de la farine, à l'augmentation de la prise en charge de l'assurance maladie au profit

des Gabonais économiquement faibles (GEF), à la poursuite des travaux de la Transgabonaise, le PLFR institue, au profit des collectivités locales, une contribution foncière unique annuelle (CFU) sur les propriétés immatriculées, bâties et non bâties situées sur l'ensemble du territoire national. De même qu'un taux de TVA réduit de 10 % applicable aux opérations de production et vente portant sur un certain nombre de produits (eaux minérales, viandes, volailles, fer à béton, etc.).

Fusion-absorption DN/PDG : René Ndemezo'Obiang et les siens bientôt en congrès de dissolution

O. N.
Libreville/Gabon

Beaucoup d'interrogations se font sur la fusion-absorption entre Démocratie nouvelle (DN), formation politique dirigée par René Ndemezo'Obiang, et le Parti démocratique gabonais (PDG), dans le cadre de la cérémonie qui a eu lieu au siège du PDG en avril 2021. Cela, parce que d'autres étapes devraient être franchies avant que cette opération ne devienne juridiquement effective. La première de celles-ci reste l'organisation d'un congrès par DN aux fins de consacrer la fin de ses activités.

A en croire l'ancien secrétaire national en charge de la Communication de DN, Jonathan Ndoutoume Ngome, ces assises devraient se tenir très prochainement. "Le parti politique Démocratie nouvelle organisera dans les tout prochains jours, son congrès de dissolution juridique pour parachever la fusion-absorption avec le PDG", a écrit ce dernier sur sa page facebook, comme le rapporte notre confrère en ligne Gabonreview.

Et de poursuivre : "DN n'avait pas encore organisé son congrès de dissolution afin que le ministère de l'Intérieur prenne acte de la disparition de ce parti. Autrement dit, sur le plan juridique, Démocratie nouvelle existe toujours



Photo: DCP/L'Union

Jonathan Ndoutoume Ngome, l'ex-secrétaire national en charge de la Communication de Démocratie nouvelle (DN).

dans les listings du ministère de l'Intérieur parmi les partis politiques légalement reconnus". Selon certaines sources, une équipe restreinte est chargée de réfléchir sur l'organisation de ce conclave dont la date n'est pas encore connue de manière officielle, mais qui pourrait se tenir dans la province du Woleu-Ntem, à Bitam ou à Mitziac. Deux localités où DN avait eu des élus lors des élections législatives et locales de 2018.

D'autres points pourraient également être inscrits à l'ordre du jour. Entre autres : l'avenir des cadres de DN ayant rejoint le PDG, au premier chef desquels, son Premier secrétaire René Ndemezo'Obiang.

Tribune des partis politiques

Rêve spéculaire !

Après le président de "Gabon nouveau", Mike Jocktane, voilà qu'un autre pasteur, Désiré Mounanga, par ailleurs tête de file de l'Union pour le progrès national (UPN), [une écurie politique peu ou prou connue et là encore c'est un euphémisme], ambitionne également d'accéder à la magistrature suprême du Gabon.

Ledit pasteur de l'Église de l'Alliance chrétienne et missionnaire du Gabon a dernièrement annoncé sa candidature à la prochaine élection présidentielle mais s'est aussi présenté comme étant la solution miracle pour les Gabonais. Une véritable farce ! "Je m'engage à me présenter comme candidat aux prochaines échéances présidentielles parce que je voudrais assurer à tous les jeunes gens de

ce pays du travail et du travail en abondance", a-t-il lancé sans sourciller.

Très honnêtement qui peut encore croire à pareil "conte de fées" ? Pas grand monde, si ce n'est peut-être son entourage immédiat, et encore... Cette ritournelle, utilisée par bien d'autres acteurs politiques avant lui, a fini par épuiser tout son charme. À la dernière présidentielle, il avait recouru au même mode opératoire avant de disparaître complètement des radars. Cette fois, le pasteur politicien ira-t-il au bout de sa logique ? Ou s'éteindra-t-il tel un feu de paille comme au précédent scrutin présidentiel ? On doit tout de même reconnaître à cet "intermittent de la présidentielle" le mérite d'essayer d'intéresser ses

concitoyens à la "gestion de la cité". "Je réalise que les Gabonais aiment la politique. Même ceux qui se déclarent apolitiques". Certains y voyant par contre une grosse "bouffonnerie".

Bref, la candidature de Mounanga vient grossir le rang de celles dites fantoches qui ne manqueront pas de se révéler au grand jour à l'approche de la présidentielle. Désormais n'importe quel "illuminé" se sentira investi de la sacro-sainte mission nationale de diriger le Gabon. Heureusement que la réalité dudit scrutin finit par remettre chacun à sa place.

Yannick Franz IGOHO